Coordination.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 7 février 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 1970, portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus", a donné le 13 mars 1984 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e februari 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen", heeft de 13e maart 1984 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATION PREALABLE.

L' arrêté royal en projet a pour objet d'arrêter les modalités d'application de l'article 23, § 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. Il tend, comme cette dernière disposition, à rendre la législation et la réglementation belges conformes à l'une des modifications apportées par la directive du Conseil des Communautés européennes du 28 juillet 1982 (82/603/CEE) à la directive 75/130/CEE relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés rail/route de marchandises entre Etats membres.

En vertu de l'article 8,1, alinéa ler, de la directive 75/130/CEE, y inséré par l'article ler de la directive 82/603/CEE, la Commission des Communautés européennes doit être consultée sur de telles modalités d'application.

Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que le Ministre se propose de procéder à cette consultation après qu'il aura reçu l'avis de la section de législation. Ce dernier avis ayant notamment pour objet de contrôler la conformité de l'arrêté en projet aux normes qui lui sont supérieures dans l'ordre juridique interne, il peut être émis avant que ledit projet ne soit soumis à la Commission.

II. FONDEMENT LEGAL ET PORTEE DU PROJET.

Comme il vient d'être indiqué, l'arrêté en projet trouve son fondement dans l'article 23, § 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, y inséré par l'article 28 de la loi du 11 avril 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires,

en vue d'adapter l'ordre juridique interne à l'une des modifications apportées par la directive du Conseil des Communautés européennes du 28 juillet 1982 (82/603/CEE) à la directive 75/130/CEE relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés rail/route de marchandises entre Etats membres.

Aux termes de l'article 8 de la directive 75/130/CEE, y inséré par l'article ler, § 6, de la directive 82/603/CEE,

"1. Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour que, à partir du ler janvier 1985, les taxes figurant au paragraphe 3, applicables aux véhicules routiers (camions, tracteurs, remorques ou semi-remorques) lorsqu'ils sont acheminés en transport combiné, soient réduites ou remboursées, soit forfaitairement, soit au prorata des parcours que ces véhicules effectuent par chemin de fer, dans les limites, selon les conditions et les modalités fixées par eux et après avoir consulté la Commission.

Les réductions ou les remboursements visés au premier alinéa sont accordés par l'Etat d'immatriculation des véhicules sur la base des parcours par chemin de fer effectués à l'intérieur dudit Etat.

Toutefois, les Etats membres peuvent accorder ces réductions ou remboursements en tenant compte des parcours par chemin de fer effectués soit partiellement, soit en totalité, en dehors de l'Etat membre d'immatriculation des véhicules.

2. ...

3. Les taxes visées aux paragraphes ler et 2 sont les suivantes :

- Belgique :
  taxe de circulation sur les véhicules automobiles ..."(1)

.../...

---

(1) Aux termes du 5ème considérant de la directive 82/603/CEE, "il est logique de réduire les taxes sur la circulation ou la détention des véhicules utilitaires dans la mesure où ils sont transportés par chemin de fer", puisque cette technique de transport combiné "conduit à un dégagement des routes".

L'article 2 de la directive du 28 juillet 1982 dispose que "les Etats membres prennent les mesures pour se conformer à la présente directive avant le ler avril 1983".

L'article 23, § 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus est rédigé comme suit :

> "§ 3. La taxe (de circulation sur les véhicules automobiles) payée pour des camions, tracteurs, remorques et semi-remorques est remboursée au prorata des parcours que ces véhicules effectuent par chemin de fer en transport combiné rail/route, telle que cette notion est définie par l'article ler de la directive du Conseil des Communautés européennes du 17 février 1975 (n° 75/130/CEE) relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés rail/route de marchandises entre Etats membres, modifié par les directives du Conseil des 19 décembre 1978 (n° 79/5/CEE) et 28 juillet 1982 (n° 82/603/CEE).
>
> Le Roi arrête les conditions et modalités d'application du présent paragraphe".

Le projet d'arrêté soumis à l'examen du Conseil d'Etat tend à définir ces conditions et modalités en insérant dans le titre II de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, qui se rapporte à la taxe de circultation sur les véhicules automobiles, un nouveau chapitre VI, institulé "Transports combinés rail/route", comportant un seul article, numéroté 30.

Le paragraphe ler de l'article 30 en projet définit les formules de calcul du montant de la taxe à rembourser.

Les formules adoptées constituent une combinaison d'un système de remboursement forfaitaire avec un régime de remboursement au prorata des parcours effectués. Elles prennent en considération :

.../...

- le montant des taxes de circulation payées pour le véhicule ou pour les remorques;

- l'importance des parcours effectués par chemin de fer par le véhicule ou les remorques;

- le fait qu'il convient de ne pas rembourser la part des taxes de circulation relative à l'utilisation du véhicule ou des remorques sur la voie publique; cette part est fixée de façon forfaitaire.

Deux formules de calcul sont définies par le projet, qui sont d'application respectivement pour les véhicules déclarés conformément à l'alinéa 1er de l'article 29 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, et pour les remorques et semi-remorques déclarées conformément à l'alinéa 2 du même article (dans ce dernier cas, les signes distinctifs qui sont délivrés peuvent être utilisés pour n'importe quelle remorque, de sorte que le redevable, pendant la durée du transport des remorques par chemin de fer, continue à disposer des signes distinctifs pour couvrir l'usage d'autres remorques; ce fait justifie l'établissement d'un mode de calcul du remboursement différent).

L'importance des parcours effectués par chemin de fer est calculée en tenant compte également des parcours effectués de cette façon en dehors de la Belgique, comme le permet l'article 8, § 1er, alinéa 3, de la directive.

Le paragraphe 2 de l'article 30 en projet définit les modalités de remboursement de la taxe.

.../...

L'article 2 du projet dispose que l'arrêté sera applicable à partir de l'exercice d'imposition 1985; le choix de ce millésime est conforme à l'article 8, § ler, alinéa ler, de la directive 75/130/CEE.

II. EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

A l'alinéa ler il n'est pas d'usage d'indiquer la disposition précise de la loi du 11 avril 1983 et il suffit d'écrire simplement : "..., y inséré par la loi du 11 avril 1983;".

Dans un alinéa 2, il convient de viser l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, dans lequel la disposition nouvelle est appelée à s'insérer.

L'alinéa pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, notamment le titre II, modifié par les arrêtés royaux des 24 décembre 1971, 7 décembre 1972 et 10 novembre 1980;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Les phrases liminaires seraient mieux rédigées comme suit :

"Article 1er.-

§ 1er. L'intitulé du chapitre VI du titre II de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, abrogé par l'arrêté royal du 7 décembre 1972, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Chapitre VI. Transports combinés rail/route".

§ 2. L'article 30 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 7 décembre 1972, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 30. ".

+

L'article 30, § 1er, en projet appelle trois observations :

1° La disposition détermine le mode de calcul du remboursement de la taxe en tenant compte du "nombre de tranches de 5.500 kilomètres comprises dans le parcours effectué par chemin de fer par le véhicule, pendant la période imposable, dans le cadre des transports combinés rail/route au départ de la Belgique et à destination d'un Etat membre de la Communauté économique européenne et vice-versa".

Le cadre ainsi défini exclut, pour le calcul du montant de la taxe à rembourser, la prise en considération de transports dont le point de départ ou la destination ne serait pas la Belgique.

Or, la directive dispose que "les réductions ou les remboursements (...) sont accordés par l'Etat d'immatriculation des véhicules sur la base des parcours par chemin de fer effectués à l'intérieur dudit Etat" (1) et définit les transports combinés rail/route en ces termes :

> "les transports routiers de marchandises entre Etats membres pour lesquels le camion, la remorque, la semi-remorque (avec ou sans tracteur), la superstructure amovible et le conteneur de 20 pieds et plus sont acheminés par chemin de fer depuis la gare d'embarquement appropriée la plus proche du point de chargement de la marchandise jusqu'à la gare de débarquement appropriée la plus proche du point de son déchargement" (2).

La restriction qui consiste à exclure des parcours ouvrant le droit au remboursement d'une fraction de la taxe de circulation, les parcours effectués par chemin de fer en Belgique dans le cadre de transports combinés entre Etats membres, pour lesquels la Belgique est un pays de transit, n'est dès lors pas compatible avec le droit communautaire (3).

Il est suggéré d'adapter le texte (au 1° et au 2°) en remplaçant les termes "au départ de la Belgique et à destination d'un Etat membre de la Communauté économique européenne et vice-versa" par l'expression "entre Etats membres de la Communauté économique européenne".

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) Article 8, § 1er, alinéa 2 - sous réserve de la faculté de tenir compte des parcours effectués en dehors de l'Etat d'immatriculation prévue à l'alinéa 3 de la même disposition.

(2) Article 1er, § 1er, premier tiret, de la directive, tel qu'il a été modifié par la directive 79/5/CEE du 19 décembre 1978 (J.O.C.E., n° L5 du 9 janvier 1979, p. 33).

(3) On observera du reste que l'article 23, § 3, du C.T.A.I.R., ne prévoit pas une telle restriction.

2° Les formules préconisées pour le calcul du remboursement de la taxe de circulation tiennent compte, aux termes de la note justificative jointe au projet, notamment, de la particularité suivante : selon les renseignements recueillis par les auteurs du projet auprès des milieux professionnels intéressés,

> "d'une part (...) le kilométrage maximum parcouru par un wagon de chemin de fer affecté au transport combiné rail/route est de 132.000 km par an;
>
> d'autre part, (...) ces 132.000 km représentent 80 p.c. du kilométrage maximum annuel qui peut être parcouru par un véhicule dans le système de transport combiné rail/route.
>
> En conséquence, 132.000 km de parcours par chemin de fer effectué par un véhicule pourraient donner lieu à un remboursement maximum de 80 p.c. de la taxe de circulation payée pour ledit véhicule, le reste, soit 20 p.c., devant couvrir l'utilisation de celui-ci sur la voie publique".

Si on applique la formule de calcul déterminée par le projet dans l'hypothèse d'un parcours par chemin de fer de 132.000 km, on obtient, en effet, le résultat suivant :

$$R = \frac{t \times 24}{30}$$

Le remboursement de la taxe sera donc, dans ce cas, limité à 80 p.c. du montant de celle-ci.

A supposer cependant que le kilométrage maximum de 132.000 km par an soit dépassé dans les faits (en raison des progrès techniques ou de l'adhésion de l'Espagne ou du Portugal au Marché commun, par exemple), l'application de la formule donnera lieu au remboursement d'une fraction plus importante de la taxe.

.../...

Le remboursement de la taxe serait intégral au cas où trente tranches de 5.500 km seraient parcourues en chemin de fer par le véhicule. Un tel remboursement intégral serait cependant contraire à l'article 23, § 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et, en particulier, aux mots "au prorata", qui figurent dans cet article, et serait par conséquent contraire aussi à l'article 112, alinéa 2, de la Constitution.

Il convient donc d'assigner dans l'arrêté une limite supérieure à la valeur du facteur n, inférieure à 30, afin que l'utilisation du véhicule sur la voie publique soit couverte, en toute hypothèse, par une fraction de la taxe non remboursable. Ce correctif doit être apporté aux formules de calcul établies par l'arrêté.

3° Il y a lieu, au paragraphe 1er, 2°, de citer la loi du 1er août 1960 avec son intitulé : "relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles".

+

Il serait plus conforme à l'usage de rédiger le paragraphe 2 de l'article 30 en projet de la manière suivante :

"§ 2. La demande de remboursement est faite au moyen d'un formulaire délivré par l'administration des contributions directes.

Elle est adressée au directeur des contributions directes de la province ou de la région dans le ressort de laquelle la taxe de circulation a été établie.

Elle est introduite après l'expiration de l'année pour laquelle le remboursement est demandé et, sous peine de déchéance, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle-ci".

I. VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontworpen koninklijk besluit heeft tot doel het bepalen van de "toepassingsmodaliteiten" voor artikel 23, § 3, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen. Zoals de evengenoemde bepaling beoogt het de Belgische wetten en verordeningen in overeenstemming te brengen met een van de wijzigingen die de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 juli 1982 (82/603/EEG) aangebracht heeft in de richtlijn 75/130/EEG houdende vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor bepaalde vormen van gecombineerd rail/wegvervoer van goederen tussen de Lid-Staten.

Krachtens artikel 8, lid 1, eerste alinea, van richtlijn 75/130/EEG, ingevoegd bij artikel 1 van richtlijn 82/603/EEG, behoort over zodanige toepassingsmodaliteiten met de Commissie van de Europese Gemeenschappen overleg te worden gepleegd.

Uit aan de Raad van State verschafte inlichtingen blijkt dat de Minister dat overleg wil doen plaatsvinden nadat hij in het bezit zal zijn van het advies van de afdeling wetgeving. Aangezien dit advies onder meer bedoeld is om na te gaan of het ontworpen besluit strookt met de normen die er in de interne rechtsorde boven staan, kan het worden gegeven voordat het bewuste ontwerp aan de Commissie wordt voorgelegd.

.../...

II. RECHTSGROND EN STREKKING VAN HET ONTWERP.

Zoals er zoëven op gewezen is, ontleent het ontworpen besluit zijn rechtsgrond aan artikel 23, § 3, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, dat bij artikel 28 van de wet van 11 april 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen in dat Wetboek is ingevoegd om de interne rechtsorde af te stemmen op een van de wijzigingen die de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 juli 1982 (82/603/EEG) heeft aangebracht in de richtlijn 75/130/EEG houdende vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor bepaalde vormen van gecombineerd rail/wegvervoer van goederen tussen de Lid-Staten.

Artikel 8 van richtlijn 75/130/EEG, ingevoegd bij artikel 1, lid 6, van richtlijn 82/603/EEG, luidt aldus :

"1. De Lid-Staten nemen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de in lid 3 vermelde belastingen op de wegvoertuigen (vrachtwagens, trekkers, aanhangwagens of opleggers), wanneer zij een traject afleggen in gecombineerd vervoer, binnen de grenzen, onder de voorwaarden en overeenkomstig de modaliteiten die zij na overleg met de Commissie vaststellen, vanaf 1 januari 1985 of wel forfaitair, of wel in verhouding tot het door deze voertuigen per spoor afgelegde traject, worden verminderd of terugbetaald.

De in de eerste alinea bedoelde verminderingen of terugbetalingen worden door de Staat waar de voertuigen zijn geregistreerd, toegekend op basis van het in deze Staat per spoor afgelegde traject.

De Lid-Staten mogen deze verminderingen of terugbetalingen echter toestaan met inachtneming van de trajecten per spoor die gedeeltelijk dan wel volledig zijn afgelegd buiten de Lid-Staat waar de voertuigen zijn geregistreerd.

2. ...

.../...

3. De in de leden 1 en 2 bedoelde belastingen zijn de volgende :

- België :
verkeersbelasting op de autovoertuigen ..." (1).

Artikel 2 van de richtlijn van 28 juli 1982 bepaalt : "De lid-Staten treffen de maatregelen die nodig zijn om vóór 1 april 1983 aan deze richtlijn te voldoen".

Artikel 23, § 3, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen luidt aldus :

"§ 3. De belasting (de verkeersbelasting op de autovoertuigen) betaald voor vrachtauto's, tractors, aanhangwagens en opleggers wordt terugbetaald naar rata van de door deze voertuigen per spoor afgelegde afstand in gecombineerd rail/wegvervoer, zoals dat begrip is omschreven in artikel 1 van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 februari 1975 (nr 75/130/EEG) houdende vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor bepaalde vormen van gecombineerd rail/wegvervoer van goederen tussen de Lidstaten, gewijzigd door de richtlijnen van de Raad van 19 december 1978 (nr 79/5/EEG) en 28 juli 1982 (nr 82/603/EEG).

De Koning bepaalt de voorwaarden en de toepassingsmodaliteiten van deze paragraaf".

Het voor onderzoek aan de Raad van State voorgelegde ontwerp-besluit beoogt die voorwaarden en modaliteiten te bepalen door in titel II van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, dat betrekking heeft op de verkeersbelasting op de autovoertuigen, een nieuw hoofdstuk VI met als opschrift "Gecombineerd rail/wegvervoer" in te voegen, welk hoofdstuk slechts één artikel, met name artikel 30 zal omvatten.

.../...

---

(1) De 5e considerans van richtlijn 82/603/EEG luidt aldus : "het (is) logisch dat de belasting op het gebruik of het houden van bedrijfsvoertuigen wordt verminderd voor zover deze voertuigen per spoor worden vervoerd" daar die wijze van gecombineerd vervoer "tot een ontlasting van de wegen leidt".

Paragraaf 1 van het ontworpen artikel 30 bepaalt volgens welke formules het bedrag van de terug te betalen belasting berekend wordt.

De gekozen formules zijn een combinatie van een stelsel van forfaitaire terugbetaling met een stelsel van terugbetaling naar rata van de afgelegde afstanden. Daarbij worden in aanmerking genomen :

- het bedrag van de verkeersbelasting die voor het voertuig of voor de aanhangwagens is betaald;

- de grootte van de trajecten die door het voertuig of de aanhangwagens per spoor zijn afgelegd;

- de omstandigheid dat het deel van de verkeersbelasting dat betrekking heeft op het gebruik van het voertuig of van de aanhangwagens op de openbare weg niet terugbetaald behoort te worden; dat deel wordt op forfaitaire wijze vastgesteld.

Het ontwerp voorziet in twee berekeningsformules die respectievelijk van toepassing zijn op de voertuigen aangegeven overeenkomstig het eerste lid van artikel 29 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, en op de aanhangwagens en opleggers aangegeven overeenkomstig het tweede lid van hetzelfde artikel (in dit laatste geval mogen de kentekens die worden uitgereikt, voor

.../...

onverschillig welke aanhangwagen gebruikt worden, zodat de belastingplichtige, gedurende het vervoer van de aanhangwagens per spoor, over de kentekens blijft beschikken en voor het gebruik van andere aanhangwagens gedekt is; dat verklaart waarom voorzien is in een verschillende wijze van berekening van de terugbetaling).

Zoals artikel 8, lid 1, derde alinea, van de richtlijn toestaat wordt bij de berekening van de grootte van de per spoor afgelegde trajecten ook rekening gehouden met de trajecten die op die manier buiten het Belgische grondgebied zijn afgelegd.

Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 30 stelt nadere regels voor de terugbetaling van de belasting.

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat het besluit van toepassing is vanaf het aanslagjaar 1985; de keuze van dat jaartal voldoet aan artikel 8, lid 1, eerste alinea, van richtlijn 75/130/EEG.

.../...

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Wat het eerste lid betreft, zij opgemerkt dat het niet gebruikelijk is aan te geven om welke bepaling van de wet van 11 april 1983 het precies gaat; er kan mee worden volstaan te schrijven : "... , ingevoegd bij de wet van 11 april 1983;".

In een tweede lid behoort te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, in welk besluit de nieuwe bepaling moet worden ingevoegd.

Het lid zou in dezer voege geredigeerd kunnen worden :

"Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid op titel II, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 december 1971, 7 december 1972 en 10 november 1980;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het zou beter zijn de inleidende volzinnen als volgt te stellen :

"Artikel 1.-

§ 1. Het opschrift van hoofdstuk VI van titel II van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, opgeheven bij het koninklijk be-

.../...

sluit van 7 december 1972, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"Hoofdstuk VI. Gecombineerd rail/wegvervoer".

§ 2. Artikel 30 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 7 december 1972, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"Artikel 30".

+

Bij het ontworpen artikel 30, § 1, zijn drie opmerkingen te maken :

1° De bepaling schrijft voor op welke wijze de terugbetaling van de belasting berekend wordt en houdt daarbij rekening met "het aantal schijven van 5.500 kilometers begrepen in het traject dat door het voertuig tijdens de belastbare periode per spoor werd afgelegd in het kader van het gecombineerd rail/wegverkeer met vertrek in België en aankomst in een Lidstaat van de Europese Economische Gemeenschap en omgekeerd".

Voor de berekening van het bedrag van de terug te betalen belasting komt in het aldus gedefinieerde kader niet in aanmerking het vervoer dat België niet tot punt van vertrek of aankomst heeft.

De richtlijn bepaalt evenwel dat "de verminderingen of terugbetalingen door de Staat waar de voertuigen zijn geregistreerd, (worden) toegekend op basis van het in deze Staat per spoor afgelegde traject" (1) en definieert het gecombineerd

.../...

---

(1) Artikel 8, lid 1, tweede alinea, onder voorbehoud van de mogelijkheid waarin de derde alinea van dezelfde bepaling voorziet, namelijk dat de trajecten afgelegd buiten de Lid-Staat waar de voertuigen geregistreerd zijn, in aanmerking worden genomen.

rail/wegvervoer in de volgende bewoordingen :

> "het goederenvervoer over de weg tussen Lid-Staten waarbij de vrachtwagen, de aanhangwagen, de oplegger (met of zonder trekker), de afneembare laadbak en de container van 20 voet en meer per spoor worden verzonden vanaf het geschikte station van inlading dat het dichtst bij de laadplaats van de goederen is gelegen tot aan het geschikte station van uitlading dat het dichtst bij de losplaats ervan is gelegen" (1).

Dat de trajecten die in België per spoor zijn afgelegd in het kader van gecombineerd vervoer onder Lid-Staten met België als transitoland, niet in aanmerking komen als trajecten die recht geven op gedeeltelijke terugbetaling van de verkeersbelasting, is een beperking die derhalve niet te verenigen is met het communautair recht (2).

Voorgesteld wordt de tekst (onder 1° en 2°) zo aan te passen dat de woorden "met vertrek in België en aankomst in een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap en omgekeerd" vervangen worden door de woorden "onder Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap".

2° In de formules die voor de berekening van de terugbetaling van de verkeersbelasting aangegeven worden, is naar luid van de bij het ontwerp gevoegde verantwoordingsnota rekening gehouden met de bijzonderheid dat volgens inlichtingen die de stellers van het ontwerp in vakkringen hebben ingewonnen het volgende geldt :

.../...

---

(1) Artikel 1, lid 1, eerste streepje, van de richtlijn, zoals zij is gewijzigd bij de richtlijn 79/5/EEG van 19 december 1978 (Publikatieblad E.G., nr L 5 van 9 januari 1979, blz. 33).

(2) Er zij overigens op gewezen dat artikel 23, § 3, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen geen soortgelijke beperking oplegt.

"d'une part (...) le kilométrage maximum parcouru par un wagon de chemin de fer affecté au transport combiné rail/route est de 132.000 km par an;

d'autre part, (...) ces 132.000 km représentent 80 p.c. du kilométrage maximum annuel qui peut être parcouru par un véhicule dans le système de transport combiné rail/route.

En conséquence, 132.000 km de parcours par chemin de fer effectué par un véhicule pourraient donner lieu à un remboursement maximum de 80 p.c. de la taxe de circulation payée pour ledit véhicule, le reste, soit 20 p.c., devant couvrir l'utilisation de celui-ci sur la voie publique".

Toepassing van de in het ontwerp vastgestelde berekeningsformule op het geval van een per spoor afgelegd traject van 132.000 km levert namelijk de volgende uitslag op :

$$R = \frac{t \times 24}{30}$$

In dat geval wordt dus niet meer dan 80 pct. van het bedrag van de belasting terugbetaald.

Gesteld echter dat het maximumaantal kilometer van 132.000 km per jaar feitelijk zou worden overschreden (bijvoorbeeld ten gevolge van de technische vooruitgang of de toetreding van Spanje of van Portugal tot de Gemeenschappelijke Markt), dan zal de toepassing van de formule aanleiding geven tot terugbetaling van een groter deel van de belasting.

De belasting zou volledig worden terugbetaald als het voertuig per spoor dertig tranches van 5.500 km zou afleggen. Een zodanige volledige terugbetaling zou echter in strijd zijn met artikel 23, § 3, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en in het bijzonder met de woorden "naar rata van" uit dat artikel en zou bijgevolg ook strijdig zijn met artikel 112, tweede lid, van de Grondwet.

.../...

Het is dus zaak dat in het besluit voor de waarde van factor n een bovengrens wordt bepaald die lager is dan 30, opdat het gebruik van het voertuig op de openbare weg in alle geval gedekt is door een deel van de niet terugbetaalbare belasting. De berekeningsformules die in het besluit zijn uitgewerkt, behoren dienovereenkomstig te worden verbeterd.

3° In paragraaf 1, 2°, dient ook het opschrift van de wet van 1 augustus 1960 te worden vermeld : "betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding".

+

Het zou meer in overeenstemming zijn met het gebruik paragraaf 2 van het ontworpen artikel 30 als volgt te stellen :

"§ 2. De aanvraag tot terugbetaling wordt gedaan door middel van een formulier dat door de administratie der directe belastingen wordt verstrekt.

Zij wordt toegezonden aan de directeur der directe belastingen van de provincie of het gewest in wiens ambtsgebied de verkeersbelasting werd gevestigd.

Zij wordt ingediend na het verstrijken van het jaar waarvoor de terugbetaling wordt gevraagd en, op straffe van verval, uiterlijk 30 april van het erop volgende jaar".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.